



La mobilisation grandit contre la politique de Macron

C'EST NOTRE MODÈLE SOCIAL QUI EST EN JEU

Salariés du privé, fonctionnaires, agents de la SNCF et de la RATP, retraités : la mobilisation grandit dans notre pays contre les mesures décidées par E. Macron et son gouvernement.

Ces derniers ont lancé **une offensive tous azimuts contre le monde du travail** :

- ✓ La **loi travail** n°2 vise à généraliser l'emploi précaire, à faciliter les licenciements, à enlever des droits aux salariés en les privant des moyens de se défendre.
- ✓ La hausse de la CSG va provoquer une perte sèche de salaire de **1,7%** pour les agents RATP.
- ✓ La réforme des **retraites** en préparation veut non seulement en finir avec les régimes spéciaux comme le nôtre, mais passer du système solidaire par répartition à un système par capitalisation pour favoriser les assurances privées.
- ✓ Bien **d'autres mesures** vont toucher durement ceux qui n'ont que leur salaire pour vivre. C'est le cas de la baisse des Aides Personnalisées au Logement (APL) et de la réduction drastique des dotations aux collectivités qui n'auront d'autre choix que d'augmenter les impôts locaux ou de réduire les services publics (santé, école, services aux seniors, ...).

En revanche, **les plus riches peuvent se frotter les mains**. La réforme fiscale, avec notamment la baisse de l'Impôt Sur la Fortune, va les enrichir encore plus. De même que la vague annoncée de privatisations qui va livrer aux investisseurs de nouveaux pans de notre économie.

La société que dessinent ces mesures est inacceptable

Macron, c'est l'homme de la haute finance. Sa politique a une cohérence et un but : permettre **un transfert massif de richesses du travail vers le capital**. Dans cette logique, les travailleurs doivent devenir des pions flexibles et jetables, des « *variables d'ajustement* » des stratégies des grands groupes.

En fait, **ce pouvoir veut pousser encore plus loin la logique libérale** que notre pays subit depuis 30 ans. Mais quel est le bilan de ces politiques ? L'explosion des inégalités, l'extension du chômage et de la précarité, le recul de notre industrie et le creusement des déficits.

C'est tout notre modèle social qui est en jeu. Si on laisse faire Macron, nous aurons demain une société encore plus inégalitaire, plus individualiste, plus violente, et une France affaiblie. **Ceux qui luttent contre cette politique ont raison de le faire : il faut empêcher cela.**

Inégalités : l'explosion

- En France, les 500 plus fortunés possèdent aujourd'hui 571 milliards d'€ de patrimoine, soit 117 milliards de plus qu'en 2016 !
- La France est championne d'Europe des dividendes versés aux actionnaires : 54 milliards d'€ l'an passé (+ 11,8%), loin devant l'Allemagne (36 milliards).
- Avec la réforme de l'Impôt sur la Fortune (ISF), les plus riches vont économiser 15000 € d'impôt par million possédé.
- Avec la baisse des APL, le gouvernement économise 2 milliards d'€ en les prenant dans la poche des locataires, mais il réduit les recettes de l'Etat de 4,5 milliards d'€ avec la réforme de l'ISF.

La vérité sur « les entreprises qui croulent sous les charges »

Les recettes de l'impôt sur les sociétés sont passées en 10 ans de 50 à 30 milliards d'€ avec la baisse du taux d'imposition et les crédits d'impôt (CICE, CIR, ...). Alors que, durant cette période, les bénéfices ont augmenté de 10%. Et le budget 2018 prévoit de les abaisser à 25 milliards. Cherchez l'erreur...



Il faut remettre la société sur les rails du progrès social

L'intérêt des entreprises, ce n'est pas l'intérêt des détenteurs de capitaux ; l'intérêt du pays, ce n'est pas l'intérêt de la petite caste des privilégiés de la fortune. La France ne leur appartient pas ! C'est nous les travailleurs, dans la diversité de nos qualifications et de nos métiers, qui créons les richesses. Nous représentons plus de 90% de la population active. **Les choix politiques et économiques ne doivent plus se faire contre nous et sans nous.** C'est une simple exigence de démocratie.

C'est une contre-vérité de prétendre que les Français sont hostiles aux réformes. Ils sont hostiles aux reculs sociaux. Ce dont le pays a besoin, c'est de réformes qui aillent dans le sens inverse, celui du progrès social. Cela passe notamment par :

- **S'attaquer au coût du capital**, ces prélèvements toujours plus grands opérés sur les richesses par les gros actionnaires et par les banques, et choisir d'augmenter les salaires plutôt que les dividendes. C'est une nécessité pour plus de justice sociale, mais c'est aussi la condition pour relancer la consommation et la croissance.
- **Prendre le pouvoir sur l'argent** pour le mettre au service du développement humain. D'une part en créant un Pôle public financier pour que les sommes injectées dans l'économie servent l'intérêt général. Et d'autre part en donnant aux salariés des pouvoirs dans la gestion de leur entreprise.
- **Changer la conception du travail et de l'emploi**, en instaurant un système de Sécurité d'Emploi et de Formation. Il s'agit de garantir à chacun une continuité de droits et de revenus tout au long de sa vie professionnelle tout en lui permettant d'accéder à de nouvelles qualifications et à des mobilités choisies. En s'émancipant ainsi de la conception capitaliste de « *marché du travail* », on se donne les moyens d'éradiquer le chômage et la précarité.
- **Réduire le temps de travail**, pour que les immenses gains de productivité permis par le progrès technologique bénéficient aussi aux salariés. Cela veut dire passer aux 32 heures et garantir la retraite à 60 ans pour tous, financée par un prélèvement sur les richesses créées.

Ensemble, nous pouvons non seulement battre Macron et sa politique, mais aussi poser les jalons d'une alternative à son pouvoir.

Macron a été élu par défaut, dans une configuration politique particulière. Une grande partie de ceux qui ont voté pour lui au second tour l'ont fait pour conjurer le danger fasciste, et non par adhésion à son programme. Il n'a pas de majorité dans le pays sur ses orientations, loin de là.

Les forces existent pour mettre en échec ses projets rétrogrades. Mais il faut qu'elles s'unissent pour rassembler le plus largement possible. C'est vrai au plan syndical, mais aussi au plan politique.

Il s'agit en effet de battre Macron et sa politique, mais aussi de commencer à dégager une alternative. Pour cela, il faut unir nos forces, sans préalable ni exclusive. Personne ne doit chercher à imposer sa loi et ses idées aux autres, ou avoir la prétention d'incarner à lui seul « *la solution* ». **Ce rassemblement ne peut se construire que sur la base d'un projet partagé en commun et dans le respect des identités de chacun.**

Telle est l'opinion des communistes, tel est l'objectif auquel nous travaillons. Et nous appelons celles et ceux qui partagent cette démarche à nous rejoindre.



Je veux prendre **contact** avec les communistes de la RATP

Je veux **adhérer** au Parti Communiste Français

Nom - Prénom :

Adresse :

M@il :

(Bulletin à retourner à : PCF - Section RATP – 2, place du Colonel Fabien 75019 PARIS)